

Septième année No 11 — 18 Avril 1910
Seventh year April



Paraît le lundi matin

Published every Monday morning

Abonnements \$2 par an
Subscriptions a year

Payables d'avance
Payable in advance

MUNICIPAL

Gazette

MUNICIPALE

DE—OF

Montreal

Organe officiel de la Corporation
de la Ville de Montréal

Official organ of the Corporation
of the City of Montreal

CANADA

— Toutes communications se rapportant aux annonces ou aux abonnements devront être adressées tout simplement comme suit :

“La Gazette Municipale”
Bureau de Poste : 917 ou
42 Place Jacques-Cartier, Montréal.

— Toutes communications se rapportant à la rédaction devront être adressées comme suit :

“La Gazette Municipale”
Hôtel de Ville, — Montréal.

— All communications relative to advertisements or subscriptions should be addressed simply as follows :

“The Municipal Gazette”
Post Office Box : 917 or 42
Jacques-Cartier Square, Montreal.
All communications relative to the editorial part of the paper should be addressed as follows :

“The Municipal Gazette”
City Hall, — Montreal.
TELEPHONE MAIN 4240

REGLEMENT No 403

Règlement pour garantir les obligations de “l'Association de l'Exposition Industrielle de Montréal.”

(Adopté le 4 Avril 1910)

A une assemblée spéciale du Conseil de la Cité de Montréal, tenue dans l'Hôtel de Ville, ce quatrième jour d'avril mil neuf cent dix, en la manière et suivant les formalités prescrites dans et par l'acte d'incorporation de ladite Cité, à laquelle assemblée sont présents la majorité des membres de tout le Conseil, savoir: Son Honneur le Maire, l'Honorable J.-J.-E. Guerin, les échevins L.-A. Lapointe, N. Lapointe, Leclaire, O'Connell, Ward, Robinson, Carter, Lamoureux, Prud'homme, Resther, Dandurand, Boyd, Gauvin, Roux, Brodeur, Dubeau, Garceau, Monahan, Tétreau, Clément, Létourneau, Mayrand, Turcot.

Il est ordonné et statué par ledit Conseil comme suit:

Sect. 1.—Afin de donner effet à l'article 32 de la loi 9 Edouard VII, chap. 81, adopté à la dernière session de la Législature, la Cité s'engage à garantir le paiement des obligations, en capital et intérêts, de l'association connue sous le nom de “Association de l'Exposition Industrielle de Montréal”, et à endosser cette garantie sur lesdites obligations de ladite association, jusqu'à concurrence de \$600,000, et à payer lesdites obligations, en capital et intérêts, dans le cas où ladite Association ferait défaut de les payer, pourvu que la Cité ait pour toutes les sommes dont elle garantira ainsi le paiement, une première hypothèque enregistrée sur les terrains et les bâtiments de l'Association, de la manière indiquée par le Département en Loi de la Cité, et Son Honneur le Maire et le Greffier de la Cité sont autorisés à signer les actes et contrats qui seront requis après qu'ils auront été approuvés par ledit département.

BY-LAW No 403

By-Law to guarantee the bonds of the “Montreal Industrial Exposition Association.”

(Adopted 4th April, 1910).

At a special meeting of the Council of the City of Montreal, held in the City Hall, this fourth day of April, one thousand nine hundred and ten, after the observance of the formalities prescribed in and by the act of incorporation of the said City, at which meeting a majority of the members of the whole Council are present, viz: His Worship the Mayor, Honorable J. J. E. Guerin, Aldermen L. A. Lapointe, N. Lapointe, Leclaire, O'Connell, Ward, Robinson, Carter, Lamoureux, Prud'homme, Resther, Dandurand, Boyd, Gauvin, Roux, Brodeur, Dubeau, Garceau, Monahan, Tétreau, Clément, Létourneau, Mayrand, Turcot.

It was ordained and enacted by the said Council as follows:

Sect. 1.—In order to give effect to Art. 32 of the Act 9 Edward VII chap. 81, passed at the last session of the Legislature, the City binds itself to guarantee the payment of the bonds, in capital and interest, of the association known as “The Montreal Industrial Exposition Association”, and to endorse such guarantee on said bonds of the said Association to the amount of \$600,000, and to pay said bonds in capital and interest, in the event of the said Association failing to pay the same, provided that the City shall have a first mortgage for all sums, the payment whereof it shall thus guarantee, registered against the grounds and buildings of the association, in the manner indicated by the Law Department of the City, and His Worship the Mayor and the City Clerk are authorized to sign the deeds and contracts required after the same have been approved by the said Department.

DELIBERATIONS

COMMISSION SPECIALE DE LEGISLATION

Compte rendu de l'assemblée du 1er avril.

Sont présents: MM les échevins L.-A. Lapointe, président, Robinson, O'Connell, Brodeur, Tétreau et Dubois.

Assistent aussi à l'assemblée MM. les échevins Boyd, Mayrand, Gauvin et MM. Wm. Robb, trésorier de la Cité et J. Pelletier, contrôleur et auditeur de la Cité.

Les minutes de la dernière séance sont lues et approuvées.

M. C.-N. Armstrong, directeur gérant de la Compagnie Montreal Central Terminal Ry. Coy. et M. F. Tye, vice-président de cette Compagnie, se présentent devant la Commission et soumettent que leur compagnie a obtenu du Gouvernement Fédéral une charte lui conférant le droit de construire un tunnel sous le fleuve St-Laurent. Ils déclarent qu'ils ont appris que certaines compagnies demandaient à la Législature Provinciale des privilèges qui viennent directement en conflit avec les droits que la Compagnie Montreal Central Terminal possède, ils demandent que la Ville s'oppose aux demandes desdites compagnies.

Et un débat s'en suit,

M. Armstrong est prié de mettre sa demande par écrit devant la Commission.

La Commission prend alors en considération la question de l'emprunt de £1,000,000.

Les rapports suivants sont soumis:

* * *

A Son Honneur le Maire et à

MM. les membres du Conseil.

Messieurs,

J'ai l'honneur de vous faire rapport que le moment paraît favorable pour contracter un emprunt perpétuel, et je recommanderais par conséquent que des obligations au montant de £1,000,000 sterling, à 4 %, à 40 ans, soient mises sur le marché.

Cela comprendrait l'emprunt de £650,000 autorisé en 1909 et mettrait à la disposition du Conseil £350,000 pour nouveaux travaux en 1910, tandis que les £350,000 de bons du trésor courants ainsi que le montant additionnel de £100,000 que je demande dans le rapport ci-joint, seraient remboursés à même le produit de l'emprunt.

Je recommande donc respectueusement que l'on m'autorise à demander à la banque de Montréal, à Londres, de mettre l'emprunt en question à l'enchère, au nom de la Ville, par annonces, selon qu'il sera indiqué, avec domiciliation à son bureau, à Londres.

J'ai l'honneur d'être, messieurs,

Votre obéissant serviteur,

W. ROBB,

Trésorier de la Cité.

Bureau du Trésorier de la Ville,
Hôtel de Ville,
Montréal, 4 mars 1910.

* * *

Au Président et aux Membres

de la Commission de Législation.

Messieurs,

Je recommande respectueusement que l'on m'autorise à placer sur le marché de Londres un emprunt de £1,000,000 sterling, à une mise à prix dont conviendront la Ville et ses banquiers.

SPECIAL COMMITTEE ON LEGISLATION

Report of meeting held the 1st of April.

Present: Ald. L. A. Lapointe, chairman, Robinson, O'Connell, Brodeur, Tétreau and Dubau.

There were also present: Ald. Boyd, Mayrand, Gauvin and Messrs. Wm. Robb, City treasurer and J. Pelletier, City comptroller and auditor.

The minutes of the last meeting were read and confirmed.

Messrs. C. N. Armstrong, managing director of the Montreal Central Terminal Ry. Co., and W. F. Tye, vice-president of said Company, appeared before the Committee and submitted that their Company had obtained from the Federal Government a charter which confers upon said company the right to construct a tunnel under the river St. Lawrence. They stated that they were informed that certain companies were applying to the Provincial Legislature for privileges directly opposed to the rights which the Montreal Central Terminal Co. possessed, and they ask the City to oppose the demands of said companies.

And a debate arising,

Mr. Armstrong was requested to lay his demand in writing before the Committee.

The Committee then considered the question of the £1,000,000 loan.

The following reports were submitted:

* * *

To His Worship the Mayor

and Members of Council.

Gentlemen,

I beg respectfully to report that as the time appears opportune for the floating of a permanent loan, I would recommend that One million sterling forty years four per cent (£1,000,000, 40 years 4 %) should be placed on the market.

This would include the £650,000 loan authorized in 1909 and provide £350,000 for new work in 1910, while the £350,000 of Treasury Bills now current, together with the additional £100,000 asked for in the accompanying report, would be retired, ex the proceeds.

I would, therefore, respectfully recommend that I be empowered to authorize the Bank of Montreal in London to offer the same, in the name of the City, by advertisement, as may be directed, with domiciliation at its office there.

I have the honor to be, Gentlemen,

Your obedient servant,

W. ROBB,

City Treasurer.

City Treasurer's Office,

City Hall,

Montreal, 4th March, 1910.

* * *

To the Chairman and Members

of the Legislation Committee.

Gentlemen:

I would respectfully recommend that authority of Council be obtained to place on the London market a loan of £1,000,000 sterling—at an upset price to be agreed upon between the City and its Bankers.

Je crois que la Ville obtiendrait ainsi un meilleur prix pour ses valeurs, et il est important que leur domiciliation soit, autant que possible, centralisée à un seul endroit.

Les frais d'émission d'un emprunt se trouvent ainsi fixés d'avance et la Ville sait, par conséquent, le montant net qu'elle touchera.

Cet emprunt est pour couvrir les dépenses faites pour travaux permanents en 1909 (pour lesquels un emprunt de £650,000 a été autorisé mais non émis) et pour procurer à la Ville un montant de £350,000 pour les travaux qui seront entrepris pendant l'année courante.

Il ne sera peut-être pas suffisant pour cela, mais tout déficit pourrait être comblé en empruntant sur des bons du trésor, qui pourraient être renouvelés jusqu'à l'année prochaine, alors que les besoins des divers départements seront exactement connus, et il est à désirer que nos emprunts réguliers soient faits en sommes rondes.

Cela est dans les limites du pouvoir d'emprunt, comme l'atteste l'état ci-joint préparé par le Contrôleur,

Respectueusement soumis,

W. ROBB,
Trésorier de la Cité.

Bureau du Trésorier de la Ville,
Hôtel de Ville,
Montréal, 1er avril 1910.

* * *

POUVOIR D'EMPRUNT 1910.

<i>Valeur de la propriété imposable moins les réductions probables:</i>	
D'après le Rôle de 1909	\$259,250,000
D'après le Rôle de 1908	234,700,000
Augmentation	\$ 24,550,000
Pouvoir d'emprunt résultant à 15 %	\$ 3,682,500
<i>Moins:</i>	
Dette nette du Village DeLorimier, annexé durant l'année	824,995
Balance disponible pour travaux en 1910	\$ 2,857,505
Pouvoir d'emprunt pour travaux permanents en 1909 et pour lequel l'emprunt permanent n'a pas été fait	2,652,855
Montant de l'emprunt à faire pour travaux permanents en 1909 et 1910	5,510,360
<i>Pouvoirs additionnels:</i>	
Améliorations Ile Sainte-Hélène	50,000
Agrandissement de l'Aqueduc (Balance)	1,000,000
Taxes spéciales irrécouvrables, disons	115,000
<i>Rachat de la dette:</i>	
En 1909	\$ 75,913
En 1910, 1er juillet	240,000
	315,913
Dette flottante du village DeLorimier, etc.	237,426
	\$ 7,228,699

J PELLETIER,
Contrôleur et Auditeur.

31 mars 1910.

* * *

Et un débat s'en suivant, il est

Résolu: Que le trésorier de la Cité reçoive instructions d'écrire à la Banque de Montréal afin de savoir si ladite Banque consentirait à faire le service de l'emprunt projeté au même taux de 1/8 de 1 pour cent, et que la réponse écrite de la Banque soit mise devant la Commission à la prochaine séance,

Adjournment.

JULES CREPEAU,
Secrétaire.

I believe the City will thus get the best price obtainable for its securities; and it is important that their domiciliation should be, as far as possible, centered at one place.

The cost of bringing out a loan in this way is a fixed and previously arranged amount, so that the City can calculate exactly what the returns will be.

This loan is to cover the expenditure on permanent work in 1909 (for which a loan of £650,000 was authorized but not issued) and provide £350,000 towards whatever work may be undertaken during the current year.

It may not be sufficient for this, but any shortage could be made up by borrowing on "Treasury Bills" which could be renewed till next year when the actual needs will be more fully ascertained, and it is desirable to have our regular loans in round sums.

The "Borrowing Power" admits of this, as will be seen by the accompanying statement of the Comptroller.

Respectfully submitted,

W. ROBB,
City Treasurer.

City Treasurer's Office,
City Hall,
Montreal, 1st April, 1910.

* * *

BORROWING POWER FOR 1910.

<i>Taxable value of Real estate, less probable reductions:</i>	
As per 1909 Roll	\$259,250,000
As per 1908 Roll	234,700,000
Increase	\$ 24,550,000
Power to borrow, at 15 %	3,682,500
<i>Less:</i>	
Net debt of the Village of DeLorimier, annexed during year	824,995
Available for Permanent works	2,857,505
Borrowing power for 1909, the permanent loan not having yet been made	2,652,855
Total for years 1909 and 1910	5,510,360
<i>Additional power:</i>	
Improvement of St. Helen's Island	50,000
Enlargement of Aqueduct (balance)	1,000,000
Uncollectable special taxes	115,000
<i>Redemption of debt:</i>	
In 1909	\$ 75,913
In 1910, 1 July	240,000
	315,913
DeLorimier Village floating debt, etc.	237,426
	\$ 7,228,699

J. PELLETIER,
Comptroller and Auditor.

March 31st, 1910.

* * *

And a debate arising, it was

Resolved: That the City treasurer be instructed to write to the Bank of Montreal and enquire whether it would consent to float the proposed loan at the rate of 1/8 of 1 % and that the written answer of the Bank be laid before the Committee at the next meeting.

Adjourned.

JULES CREPEAU,
Secretary.

COMMISSION SPECIALE DE LEGISLATION

Compte rendu de l'assemblée du 6 avril

Sont présents: MM. les échevins L.-A. Lapointe, président, Robinson, Dandurand, O'Connell, Dubeau.

Assistent aussi à l'assemblée MM. les échevins Ward, Garceau, N. Lapointe.

La question de l'emprunt de £1,000,000 étant discutée,

Le trésorier soumet une communication de la Banque de Montréal, offrant de faire le service de l'emprunt projeté à certaines conditions.

Et un débat s'engageant, et

Sur proposition de M. l'échevin Dandurand, il est

Résolu: De faire rapport au Conseil, recommandant que des soumissions publiques soient demandées pour cet emprunt pour tous les services en rapport avec ledit emprunt, rapportables jeudi, le 28 avril courant, à midi, et que son Honneur le Maire soit prié de convoquer une séance du Conseil pour ce jour-là et de mettre la question de l'emprunt comme premier item de l'ordre du jour.

Que l'annonce publique à ce sujet soit publiée 3 fois dans la *Gazette* et dans le *Canada* et dans le *Times* de Londres.

Il est aussi

Résolu: Que lorsque cette Commission s'ajournera elle soit ajournée à lundi prochain, à 3 heures, afin de permettre au trésorier de la Cité et au secrétaire de préparer et de soumettre à la Commission pour son approbation le projet d'annonce et le projet de rapport qui sera soumis au Conseil relativement audit emprunt.

Une délégation de l'Association des Marchands détailliers, composée de MM. J.-D. Boileau, J.-A. Beaudry, N. Pageau et A. Laniel, se présente devant la Commission en rapport avec les amendements au règlement No 399, concernant les licences des colporteurs.

Ces messieurs déclarent que le règlement actuel, au sujet de la licence imposée aux colporteurs, est basé sur une entente entre les intéressés.

La Commission, conformément aux instructions du Conseil, procède alors à l'étude du projet de règlement de M. l'échevin Gauvin, à l'effet d'amender le règlement No 399, concernant les contributions foncières, les taxes et les permis (licences), et concernant les colporteurs.

La section 1 étant lue,

Après les explications fournies par le surintendant des licences, il est

Résolu: De recommander au Conseil d'adopter cette section.

La section 2 étant lue,

Sur proposition de M. l'échevin Dubeau, il est

Résolu: De recommander au Conseil que cette section soit retranchée.

La section 3 étant lue,

Est soumise et lue une communication de M. G. Boivin, demandant que la licence que l'on propose d'imposer sur les salles de vues animées soit basée sur le nombre de sièges.

Et un débat s'ensuivant, il est

Résolu: De recommander au Conseil d'amender ladite section en retranchant les mots "de Concert" dans le premier alinéa et en ajoutant, les mots "de concert" dans le dernier alinéa après le mot "musées".

M. l'échevin L.-A. Lapointe dissident parce qu'une taxe de \$500 est imposée sans distinction sur toutes les salles de vues animées.

La section 4 étant lue, il est

Résolu: De recommander que cette section soit retranchée.

Les sections 5, 6 et 7 étant lues, il est

Résolu: De recommander au Conseil que ces sections soient adoptées.

M. l'échevin Ward se présente devant la Commission et demande que le coût de l'expropriation des rues Guy et de la Montagne, autorisée par l'article 28 de la loi 9 Ed. VII, chap. 81, s. s. K. et L. soit payé par la Cité à même les

SPECIAL COMMITTEE ON LEGISLATION

Report of meeting held the 6th of April.

Present: Ald. L. A. Lapointe, chairman, Robinson, Dandurand, O'Connell, Dubeau.

Ald. Ward, Garceau, N. Lapointe also attended the meeting.

The question of the £1,000,000 loan being discussed,

The City treasurer submitted a communication from the Bank of Montreal, offering to make the service of the proposed loan on certain conditions.

And a debate arising,

On motion of Ald. Dandurand, it was

Resolved: That a report be made to Council recommending that public tenders be advertised for said loan and for all the services in connection with said loan, returnable on Thursday, the 28th of April instant at noon, and that His Worship the Mayor be requested to call a meeting of the Council for that day and to place the question of the loan as the first item on the order of the day.

That the public advertisement to that effect be published 3 times in the *Gazette*, in the *Canada* and in the *Times* of London.

It was also

Resolved: That when this Committee adjourns it shall be adjourned until Monday next, at 3 o'clock, so as to enable the City treasurer and the secretary to prepare and submit to the Committee for its approval, the proposed advertisement and the draft of report to be submitted to Council in connection with said loan.

A delegation from the Association of Retail Merchants, composed of Messrs. J. D. Boileau, J. A. Beaudry, N. Pageau et A. Laniel, appeared before the Committee in connection with amendments to by-law No. 399 concerning licenses on peddlers.

These gentlemen declared that the present by-law anent the license on peddlers is based upon an agreement made between the interested parties.

The Committee, in pursuance to instructions received from Council, then proceeded to consider the draft of by-law of Ald. Gauvin, to amend by-law No 399 concerning assessments, taxes and licenses, and concerning peddlers.

Section 1 being read,

After explanations furnished by the superintendent of the License department, it was

Resolved: To recommend to Council to adopt said section.

Section 2 being read,

On motion of Ald. Dubeau, it was

Resolved: To recommend to Council that the said section be struck.

Section 3 being read,

Submitted and read a communication from Mr. G. Boivin asking that the licenses to be charged on moving picture halls be based upon the quantity of seats.

And a debate arising, it was

Resolved: To recommend Council to amend said section by striking therefrom the words "concert halls or" in the first paragraph and by adding the words "concert halls" after the word "museum" in the last paragraph.

Ald. L. A. Lapointe dissenting because the tax of \$500 is charged without distinction on all the moving picture halls.

Section 4 being read, it was

Resolved: To recommend that the said section be struck.

Sections 5, 6 and 7 being read, it was

Resolved: To recommend to Council that the said sections be agreed to.

Ald. Ward appeared before the Committee and asked that the cost of expropriating Guy and Mountain streets, authorized by article 28 of the act 9, Ed. VII, chap. 81, s.s. K and

fonds que la Cité est déjà autorisée à emprunter pour des travaux publics, il est

Résolu: De recommander au Conseil qu'un amendement dans ce sens soit inséré dans le bill de la Cité, avec l'entente toutefois, que ces expropriations devront se faire conformément aux articles 421 et autres de la charte tel que le comporte l'amendement qui a déjà été inséré dans le bill de la Cité à la suggestion de M. l'échevin Ward.

A la suggestion de M. l'échevin N. Lapointe, il est

Résolu: De recommander au Conseil d'ajouter dans le bill de la Cité un amendement à l'effet de retrancher de l'article 29 de la loi 9 Ed. VII, chap. 81, dans la 2ème et 3ème ligne les mots "comme un tout complet" (as a going concern.)

Ajournement.

JULES CREPEAU,
Sous-Greffier de la Cité.

COMMISSION SPECIALE re FONDS DE RETRAITE

Compte rendu de l'assemblée du 8 avril

Sont présents: MM. les échevins L.-A. Lapointe, Resther, O'Connell et Tureot.

Sur proposition de M. l'échevin Lapointe, M. l'échevin Resther est nommé président et occupe le fauteuil.

Le président fait à la Commission les remarques suivantes:

J'ai cru devoir vous réunir en séance pour considérer l'opportunité d'établir un fonds de pension pour les employés municipaux.

Vous partagerez, j'en suis sûr, mon opinion lorsque je dirai que la Ville de Montréal retirerait un grand avantage d'un fonds de retraite pour ses employés âgés ou devenus incapables de remplir convenablement leurs devoirs, et que, d'un autre côté, il serait dans l'intérêt des employés municipaux d'avoir un tel fonds de retraite.

Le Conseil de Ville est autorisé par la section 300, sous-section 107, de la charte à établir, à même les fonds généraux de la Ville, un fonds de retraite, pour les fonctionnaires municipaux, avec les conditions et stipulations qu'il déterminera, et à obliger les officiers et employés de la Ville à contribuer à ce fonds, à même leurs salaires, dans telle proportion qui sera fixée par le Conseil.

On m'apprend qu'à trois reprises différentes, depuis quelques années, des tentatives ont été faites pour établir un tel fonds de retraite en vertu de règlements qui n'ont pas reçu l'approbation du Conseil de Ville, et ceux dont les efforts ont été les plus énergiques à cet égard sont l'échevin Vallières, en 1904, et l'échevin Gadbois, en 1908.

Je crois qu'il serait bon d'établir un fonds de retraite de manière à obérer le moins possible et la Ville et les employés, il pourrait être stipulé dans le règlement qu'après 20 ans de service, un fonctionnaire aurait le droit d'être mis à la retraite. Je ne crois pas qu'il serait nécessaire de retenir tant pour cent sur les traitements des fonctionnaires, car un fonctionnaire, après 20 ans de service, peut raisonnablement être supposé avoir atteint le maximum de son salaire, et si, pour faire ressortir mon argument, on fixait ce maximum à \$1,500 ou \$1,600 et si on accordait à ce fonctionnaire la moitié de cette somme, disons \$800, la Ville se trouverait à ne rien perdre de ce chef, car celui qui remplacerait ce fonctionnaire serait tout probablement un jeune homme, qui commencerait avec un salaire de \$300 ou à peu près, et la Ville n'aurait ainsi à payer en tout et partout que la somme de \$1,100 au lieu du montant précité \$1,600.

Dans la majorité des cas, celui qui aurait été mis à la retraite serait disparu avant que de notables augmentations eussent été accordées à son remplaçant. La Ville, de cette façon, ne serait pas appelée à déboursier une somme appréciable pour les employés qu'elle aurait mis à leur retraite; ce serait un item presque négligeable dans son budget.

Par ce moyen, les fonctionnaires s'attacheraient à leur service et se montreraient tout dévoués aux intérêts de la Ville, puisqu'ils pourraient compter sur un revenu fixe après vingt années de service.

L'avantage que la Ville retirerait en n'exigeant pas de

L, be paid by the City out of the funds the City is already authorized to borrow for public works.

It was thereupon,

Resolved: To recommend to Council that an amendment in that sense be inserted in the City's bill, it being understood, however, that the said expropriations are to be made in accordance with articles 421 and others of the charter as mentioned in the amendment already included in the City's bill at the suggestion of Ald. Ward.

At the suggestion of Ald. N. Lapointe, it was

Resolved: To recommend Council to add in the City's bill an amendment to strike article 29 of the act, 9, Ed. VII, chap. 81, in the 2nd and 3rd line, the words "as a going concern."

Adjourned.

JULES CREPEAU,
Asst. City Clerk.

SPECIAL COMMITTEE re PENSION FUND

Report of meeting held the 8th of April.

Present: Ald L. A. Lapointe, Resther, O'Connell and Tureot.

On motion of Ald. Lapointe, Ald. Resther was appointed chairman and took the chair.

The chairman made the following remarks to the Committee:

I deemed it proper to call you together to consider the advisability of establishing a pension fund for civic employees.

You will, I am sure, be of the same opinion as I am when I say that the City of Montreal would derive a great advantage from a pension fund for its employees advanced in years or who have become unable to properly perform their duties, and that, on the other hand, it would be in the interest of civic officials to have such a fund.

The City Council is authorized by Sect. 300, sub-sect. 107, of the charter, to establish, out of the general funds of the City, a superannuation fund for civic employees, with such conditions and stipulations as it may determine, and to compel the officials and employees of the City to contribute to such fund out of their salaries, in such proportion as may be fixed by the Council.

I am told that on three different occasions, in the past few years, attempts were made to establish such superannuation fund in virtue of by-laws which did not meet with the approval of the City Council, and those whose efforts were most strenuous in this connection were ex-Alderman Vallières, in 1904, and ex-Alderman Gadbois, in 1908.

I think it would be advisable to establish a superannuation fund so as to burden to the least possible extent the City and the employees. It might be stipulated in the by-law that after 20 years' service, an employee would have the right to be superannuated. I do not think that it would be necessary to retain a percentage on the salaries of the employees, inasmuch as an employee, after 20 years' service, may reasonably be supposed to have reached the maximum of his salary, and if,—to illustrate my argument,—the maximum was fixed at \$1,500 or \$1,600 and if such employee was granted one half of that sum, say \$800, the City would not lose anything inasmuch as such employee would likely be replaced by a young man, who would begin with a salary of about \$300, and the City would thus be called upon to pay, in all, a sum of only \$1,100, instead of the above amount (\$1,600).

In most cases, the employee who would have been given his pension would have disappeared previous to considerable increase of salary having been granted to his successor. The City, by this means, would not be called upon to disburse any large sum for employees who would have been pensioned off; and this item, in its appropriations, would not amount to appreciable sum.

By this means, the employees would become interested in their work and would show themselves devoted to the City's affairs, because they could rely upon a fixed income after 20 years' service.

contribution de ses employés est du reste évident, puisqu'il n'y aurait pas de contrat bilatéral entre elle et ses fonctionnaires, ce qui lui permettrait d'administrer le fonds de retraite comme elle l'entendrait et pour le meilleur avantage de tous les intéressés.

Comme, cependant, dans le passé, il a été impossible de réussir à établir ce fonds de pension au moyen des règlements qui ont été soumis au Conseil, il serait peut-être opportun de consulter des experts en la matière et de s'assurer des conditions dans lesquelles des fonds de retraite ont été établis, notamment par la Cie du Pacifique Canadien, la Cie du Grand Tronc, la Cie des tramways, la Cie M. L. H. & P. et par les diverses banques et compagnies d'assurance.

Si cette Commission chargeait un expert en la matière de faire un rapport circonstancié sur la meilleure méthode à suivre pour établir un fonds de pension pour les fonctionnaires municipaux, je crois que nous aurions tout à y gagner, et je vous soumetts la question en toute confiance, convaincu que je suis que vous y donnerez toute l'attention voulue.

Après mûre délibération, il est

Résolu: De souscrire aux suggestions faites par le président et de demander un crédit de \$500 pour rencontrer les frais qu'occasionnera la nomination d'un expert chargé de préparer un rapport sur la meilleure méthode à suivre pour établir ledit fonds de pension.

Résolu: De prier MM. les Commissaires de donner leur opinion sur le principe d'un tel fonds de pension.

Ajournement.

RENE BAUSET,
Sous-Greffier de la Cité.

CONSEIL MUNICIPAL

Compte rendu de l'assemblée mensuelle du 11 avril

Son Honneur le Maire, l'honorable J.-J.-E. Guerin, occupe le fauteuil de la présidence

Sont présents: MM. les échevins L.-A. Lapointe, N. Lapointe, Leclaire, O'Connell, Ward, Carter, Lamoureux, Prud'homme, Resther, Dandurand, Boyd, Gauvin, Roux, Brodeur, Dubeau, Garceau, Monahan, Tétreau, Clément, Létourneau, Mayrand et Turcot.

Sont aussi présents: MM. les Commissaires J. Ainey, L.-N. Dupuis, E.-P. Lachapelle et F.-L. Wanklyn.

Le procès-verbal de la dernière assemblée est lu et confirmé.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin RESTHER, il est

Résolu: Que les procès-verbaux des assemblées du Conseil tenues les 14, 17, 18 et 21 janvier 1910, que l'ex-maire n'a pas pu signer avant l'expiration de son terme d'office à cause d'un retardement dans la transcription dû au surcroît de travail dans le bureau du greffier à cette époque, soient considérés comme lus et approuvés, et que Son Honneur le Maire et le greffier de la Cité soient autorisés à les signer.

REQUETES, ETC.

1.—De l'inspecteur de la Ville, soumettant la liste des travaux de pavage et de trottoirs non terminés (1909).

2.—De M. Abel Guibeau se plaignant de certain constable.

3.—De contribuables de la rue Dufferin, demandant que soit construit un pavage permanent.

4.—De la Compagnie d'Exposition Industrielle de Montréal, demandant que lui soit payé un montant de \$5,000 déjà souscrit par la Ville.

5.—De contribuables demandant que la rue Capitol soit pavée de nouveau.

6.—De l'assistant-maître des Postes, au sujet du pavage de la ruelle des Fortifications.

7.—Des jardiniers de Notre-Dame de Grâce demandant qu'un permis spécial leur soit accordé.

8.—De M. André Miron demandant la permission de vendre du bois de corde.

The advantage which the City would derive from the fact that the employees would not be called upon to contribute anything is obvious, inasmuch as there would be no bilateral contract between the City and its employees, thus allowing the former to administer the pension fund as it would deem fit and to the best advantage of all interested parties.

As, however, in the past, it has been impossible to establish a pension fund in virtue of the by-laws submitted to the City Council, it might perhaps be advisable to consult experts on such matters and to know the conditions upon which pension funds have been established elsewhere, notably by the C. P. R. Co., the G. T. R. Co., the M. S. R. Co., the M. L. H. & P., and by most of the banks and insurance companies.

In the event of this Committee instructing an expert to prepare a detailed report upon the best method to be adopted for the establishment of a pension fund for civic employees, I think that we would have all to gain thereby, and I submit the question to you in full confidence, convinced that you will give the same your earnest attention.

After mature deliberation, it was

Resolved: To concur in the suggestions made by the chairman and to ask for an appropriation of \$500 to cover the expenses to be incurred in connection with the appointment of an expert to prepare a report on the best method to adopt for the establishment of a pension fund.

Resolved: That the Commissioners be requested to give their opinion as to the principle of such a pension fund.

Adjourned.

RENE BAUSET,
Asst. City Clerk.

CITY COUNCIL

Report of monthly meeting held the 11th April.

His Worship the Mayor Hon. J. J. E. Guerin, in the chair.

Present: Ald. L. A. Lapointe, N. Lapointe, Leclaire, O'Connell, Ward, Carter, Lamoureux, Prud'homme, Resther, Dandurand, Boyd, Gauvin, Roux, Brodeur, Dubeau, Garceau, Monahan, Tétreau, Clément, Létourneau, Mayrand, Turcot.

Were also present Messrs J. Ainey, L. N. Dupuis, E. P. Lachapelle and F. L. Wanklyn, Commissioners.

The minutes of the last meeting were read and confirmed.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. RESTHER, it was

Resolved: That the minutes of the meetings of the Council held on the 14th 17th, 18th and 21st January 1910, which the ex-Mayor was unable to sign before the expiry of his term of office owing to a delay in the transcription thereof, due to the pressure of business in the City Clerk's office at that time, be considered as read and approved, and that His Worship the Mayor and the City clerk be authorized to sign the same.

RECEIVING PETITIONS, ETC.

1.—From the City surveyor, submitting list of uncompleted pavements and sidewalks (1909).

2.—From Abel Guibeau, complaining of certain constable.

3.—From ratepayers, Dufferin street, asking that a permanent pavement be constructed.

4.—From Montreal Industrial Exhibition, asking for the payment of a sum of \$5,000 already subscribed by the City.

5.—From ratepayers, asking that Capitol street be repaved.

6.—From the Deputy Postmaster, in connection with the paving of Fortification lane.

7.—From gardeners of Notre-Dame de Grâce, asking that they be granted a special permit.

8.—From André Miron, for leave to sell cord-wood.

9.—De la "M. L. H. & P. Co", au sujet de l'ouverture de certaines rues.

10.—De MM. Demetelin et Cie pour ériger une certaine construction sur le boulevard St-Laurent.

11.—De MM. L. Villeneuve, A.-A. Beauchamp, L. P. Forest et autres demandant que soit érigée une bibliothèque municipale.

Renvoyées au Bureau des Commissaires.

12.—De la Cie Montréal Terminal, appelant l'attention du Conseil sur les travaux que ladite Compagnie se propose d'exécuter.

Renvoyée à la délégation *re* Charte municipale.

13.—Des commerçants de beurre se plaignant d'une certaine taxe.

Renvoyée à la Commission Spéciale de Législation.

14.—Du Département en Loi, au sujet des procédures à instituer contre certains membres et certains fonctionnaires du Conseil *re* Enquête Cannon.

Sur proposition de M. l'échevin TETREAU, appuyé par M. l'échevin BOYD, il est

Résolu: Que ladite opinion soit reçue et que les avocats de la Cité reçoivent instruction:

(1) D'examiner et d'étudier attentivement toute la preuve faite devant la Commission Royale dans le cas de chacune des personnes nommées dans le rapport Cannon (lesdits avocats pourront, s'ils le jugent à propos, s'adjoindre deux avocats que le Conseil devra alors leur désigner pour leur aider à faire ce travail);

(2) De rédiger une accusation définie et spécifique et d'intenter des actions civiles pour le recouvrement des frais suivant le cas, contre chacun des nommés, s'il y a vraiment cause raisonnable et probable.

L'accusation devra être portée et l'action civile intentée par un des fonctionnaires de la Cité que lesdits avocats devront désigner; la Cité assumant envers ce fonctionnaire toutes les conséquences civiles qui pourraient résulter de ces poursuites. (M. l'échevin Prud'homme dissident).

15.—De la "Fédération Canadienne des Employés Civiques", demandant que la "Montreal Street Ry. Co." fasse le service des cimetières.

16.—Soumise et lue une communication du Département en Loi en rapport avec la cause de MM. F. et O. Proulx *vs.* la Cité, *re* poste de police No. 13.

Et, un débat s'engageant,

Son Honneur le Maire déclare qu'il a examiné la loi concernant les attributions du Conseil relativement au droit dudit Conseil d'amender les rapports du Bureau des Commissaires portant sur des questions financières et qu'il en est venu à la conclusion que le Conseil avait agi illégalement en modifiant le montant dont le paiement était recommandé par le Bureau des Commissaires, comme réglément avec les MM. Proulx, le 29 mars dernier.

Le Maire cite la loi se rattachant à cette question, laquelle se lit comme suit:

"Les fonctions de membres du Bureau des Commissaires sont de faire toute recommandation comportant dépense d'argent. Nulle recommandation comportant dépense d'argent et affectant de quelque manière que ce soit les finances de la Cité ne doit être adoptée par le Conseil sans avoir, au préalable, été soumise au Bureau des Commissaires et approuvée par lui."

Son Honneur le Maire décide par conséquent que tout ce qui touche aux finances de la Ville doit être réglé par le Bureau des Commissaires et, si le Conseil refuse d'accepter les rapports dudit Bureau tels que soumis, il ne peut que les lui retourner pour qu'il les amende, mais il n'a pas le droit d'amender lesdits rapports sans remplir cette formalité.

Son Honneur ajoute que, à son avis, le Conseil a excédé ses pouvoirs tels qu'établis par la loi.

Certaines observations portant sur la question en litige sont faites par MM. les échevins L.-A. Lapointe, Boyd, Ward et M. Lachapelle, Commissaire.

M. l'échevin TETREAU propose alors, appuyé par M. l'échevin BOYD,

Que le trésorier de la Cité, M. William Robb, soit autorisé à confesser jugement dans la cause portant le No 3306 des dossiers de la Cour Supérieure pour le district de Montréal, intentée le 2 avril courant, dans laquelle Francis Proulx et Oscar Proulx, tous deux entrepreneurs de la Cité de Montréal, et y faisant affaire en société com-

9—From M. L. H. & P. Co., concerning the opening of certain streets.

10.—From Demetelin & Co., for leave to erect certain building on St. Lawrence boulevard.

11.—From L. Villeneuve, A. A. Beauchamp, L. P. Forest and others asking for the construction of a municipal library.

Referred to the Board of Commissioners.

12.—From Montreal Central Terminal Co., calling attention of the Council to works to be carried out by said Company.

Referred to the delegation *re* Municipal charter.

13.—From butter merchants, protesting against a certain tax.

Referred to the Special Committee on Legislation.

14.—From Law Department, anent proceedings against certain members of the Council and officials *re* Cannon's investigation.

On motion of Ald. TETREAU, seconded by Ald. BOYD, it was

Resolved: That said opinion be received and that the City Attorneys be instructed

(a) to carefully examine and consider all the evidence adduced before the Royal Commission in the case of each of the persons named in the Cannon report (the said Attorneys may, if they deem it advisable, retain two barristers, who shall be designated by the Council, to aid them in such work);

(b) to draft a definite and specific accusation and to take civil actions to recover costs, as the case may be, against each of the parties named, if there is really reasonable and probable cause;

(c) The accusation shall be laid and the civil action shall be taken by one of the City officials, to be designated by the said Attorneys, the City assuming towards such official all the civil consequences which might result from such judicial proceedings. (Ald. Prud'homme dissenting.)

15.—From "Fédération Canadienne des Employés Civiques", asking that the Montreal Street Ry Co. provide a service to the cemeteries.

On motion of Ald. PRUD'HOMME, seconded by Ald. TETREAU, it was

Resolved: That said question be referred to the Special Committee on Legislation.

16.—From Law Department, in connection with the case of Messrs. F. & O. Proulx *vs.* the City *re* No. 13 Police station.

And, a debate arising,

His Worship the Mayor declared that he had examined the law concerning the attributions of the Council with regard to the right of the said Council to amend reports of the Board of Commissioners bearing on financial matters and he had come to the conclusion that the Council had acted illegally in altering the amount recommended by the Board of Commissioners as a settlement with the Messrs. Proulx, on the 29th March last.

His Worship cited the law bearing on the matter, as follows:

"The functions of the members of the Board of Commissioners shall be to make all recommendations involving the expenditure of money. No recommendation involving the expenditure of money and affecting in any manner whatever the finances of the City shall be adopted by the Council without having been previously submitted to the Board of Commissioners and approved of by them"

His Worship the Mayor therefore ruled that anything appertaining to the finances of the City must be regulated by the Board of Commissioners and, if the Council declined to accept the reports of the said Board as submitted, they could only refer them back for amendment and had not the power to amend said reports without this formality.

His Worship added that, in his opinion, the Council had exceeded its powers as conferred by law.

Certain observations bearing on the question at issue were made by Ald. L. A. Lapointe, Boyd, Ward and Mr. Lachapelle, Commissioner.

Ald. TETREAU thereupon moved, seconded by Ald. BOYD,

That the City treasurer, Mr. Wm. Robb, be authorized to confess judgment in the case bearing No. 3306 of the

me tels, sous la raison sociale de F. & O. Proulx, sont demandeurs, contre la Cité de Montréal, défenderesse, pour la somme de \$7,500, formée de \$6,500 balance revenant aux demandeurs Proulx en vertu du contrat intervenu entre François-Xavier Aubé, entrepreneur, et la Cité de Montréal, devant le notaire Morin, le 4 août 1908, relatif à la construction du poste de police No 13, ainsi que de la somme de \$1,000 balance revenant sur le dépôt de \$2,500 fait en vertu du contrat susdit, transportée aux Demandeurs et réclamée par l'action ci-dessus, et aussi pour les frais de ladite action; et à ce que ledit M. Robb soit nommé procureur spécial de la Cité de Montréal, aux fins de faire signer et produire ladite confession de jugement, et à ce que Son Honneur le Maire et le Greffier de la Cité soient autorisés à signer la procuration authentique à être faite à cette fin suivant la loi, et ce, après approbation par les Avocats de la Ville.

Ladite motion étant mise aux voix, elle est adoptée, et il est

Résolu: En conséquence.

17.—Sur proposition de M. l'échevin TETREAU, appuyé par M. l'échevin MAYRAND, il est

Résolu: Que le département en Loi soit prié de préparer un rapport au Conseil dès la prochaine assemblée, au sujet d'une échelle de salaires raisonnables.

AVIS DE MOTION.

18.—De M. l'échevin Tétreau, au sujet du transport de la pierre de la carrière d'Outremont.

INTERPELLATIONS DES ECHEVINS.

19.—MM. les échevins dont les noms suivent posent certaines questions au Bureau des Commissaires avec prière d'y répondre sous le plus court délai possible, savoir:

(1) M. l'échevin Ward, concernant la distribution des travaux permanents;

(2) M. l'échevin Prud'homme *re* égouts du quartier Mont-Royal,

(3) M. l'échevin Tétreau *re* approvisionnement d'eau pour les paroisses Saint-Ansène et Saint-Jean Berchmans,

(4) M. l'échevin Gauvin, *re* pavage des rues Plessis, Maisonneuve et Champlain,

(5) M. l'échevin Mayrand *re* "Sugar Refining Co.",

(6) M. l'échevin Mayrand, *re* emplacement pour bibliothèque publique,

(7) M. l'échevin Turcot, *re* transport des cendres dans le quartier Laurier,

(8) M. l'échevin Turcot, *re* état du haut boulevard St-Laurent,

(9) M. l'échevin Turcot *re* transport des vidanges dans le quartier Laurier.

RAPPORTS.

20.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de relier le système d'égout d'Outremont à celui de la Ville.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin PRUD'HOMME, il est

Résolu: Que la règle 102a du Conseil soit suspendue, afin de permettre la présentation du rapport présentement devant le Conseil, lequel n'a pu être déposé avant 10 heures a.m., ce jour, entre les mains du greffier de la Cité, et que ledit rapport soit reçu et adopté, avec l'amendement suivant à être inséré dans le contrat projeté comme paragraphe 7a.

"7a. La Cité aura le droit de relier ses égouts dans le quartier Mont-Royal aux égouts de ladite Ville, afin de permettre aux eaux d'égouts provenant dudit quartier Mont-Royal de se déverser par le susdit égout collecteur au Sault au Récollet."

21.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de voter un crédit de \$100 à la Commission Spéciale de Réceptions.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin DANDURAND, il est

Résolu: Que la règle 102a des Règles du Conseil soit suspendue, afin de permettre la présentation dudit rapport qui n'a pu être déposé chez le greffier de la Cité avant 10 heures a.m., ce jour, et que ledit rapport soit reçu et adopté.

records of the Superior Court, for the District of Montreal, instituted on the 2nd April inst., in which Francis Proulx and Oscar Proulx, both contractors of the City of Montreal, and carrying on business therein as such, in partnership, under the name of F. & O Proulx, are plaintiffs, against the City of Montreal, defendant, for the sum of \$7,500, comprising \$6,500, balance remaining due to the plaintiffs, under the contract passed between François Xavier Aubé, contractor, and the City of Montreal, before Mr. Morin, N.P., on the 4th Aug. 1908, in connection with the construction of Police Station No. 13, and the sum of \$1,000, being the balance due on the deposit of \$2,500 made under the aforesaid contract, transferred to the plaintiffs and claimed by the above action, as well as for the costs of said action; and that the said Mr. Robb be appointed special attorney of the City of Montreal for the purpose of having the said confession of judgment signed and filing the same, and that His Worship the Mayor and the City clerk be authorized to sign the authentic power of attorney to be made for such purpose according to law, after the same has been approved by the City attorneys.

Said motion being put, it was carried and

Resolved: Accordingly.

17.—On motion of Ald. TETREAU, seconded by Ald. MAYRAND, it was

Resolved: That the Law Department be instructed to report to Council at next meeting in connection with a reasonable scale of salaries.

NOTICE OF MOTION.

18.—By Ald. Tétreau, concerning the hauling of stone from Outremont Quarry.

QUESTIONS PUT BY MEMBERS.

19.—Certain questions were put to the Board of Commissioners by the following members of the Council with a request that they reply thereto within the shortest possible delay, viz:

(1) By Ald. Ward, concerning the distribution of permanent work,

(2) By Ald. Prud'homme, *re* sewers in Mount-Royal ward,

(3) By Ald. Tétreau, *re* water supply to the parishes of St. Arsene and St. Jean Berchmans,

(4) By Ald. Gauvin, *re* paving of Plessis, Maisonneuve and Champlain streets,

(5) By Ald. Mayrand, *re* Sugar Refining Co.,

(6) By Ald. Mayrand, *re* site for a public library,

(7) By Ald. Turcot *re* carting of ashes in Laurier ward,

(8) By Ald. Turcot, *re* condition of upper St Lawrence boulevard,

(9) By Ald. Turcot, *re* carting of refuse in Laurier ward.

20.—From Board of Commissioners, to connect Outremont sewerage to that of the City.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. PRUD'HOMME, it was

Resolved: That rule 102a of the Rules of Council be suspended in order to allow the presentation of said report which could not be deposited with the City Clerk before 10 a.m., this day, and that said report be received and adopted with the following amendment to be inserted as paragraph 7a in the proposed contract:

"7a The City shall have the right to connect its sewers in Mount Royal ward to those of the Town in order to allow the sewerage from said Mount Royal ward to flow through the aforesaid trunk sewer to Back River."

21.—From Board of Commissioners, to vote a sum of \$100 to the Special Committee on Receptions.

On motion of Ald L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. DANDURAND, it was

Resolved: That rule 102a of the Rules of Council be suspended in order to allow the presentation of said report which could not be deposited with the City Clerk before 10 a.m., this day, and that said report be received and adopted.

22.—Du Bureau des Commissaires, pour permettre à M. Joseph Ricard de vendre du bois de corde

23.—Du Bureau des Commissaires, pour accorder au service de l'Aqueduc un crédit de \$575 pour démolir un hangar à charbon.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin GARCEAU, il est

Résolu: Que lesdits rapports soient reçus et adoptés.

24.—Du Bureau des Commissaires, pour permettre à M. Israel Crevier de construire une écurie sur la rue Clark.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin TURCOT, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

25.—Du Bureau des Commissaires, au sujet de l'enlèvement des poteaux le long de l'aqueduc, par la "M. L. H. & P. Co."

26.—Du Bureau des Commissaires, pour ratifier certaines promotions dans le service de la Police.

27.—Du Bureau des Commissaires, pour approuver le renvoi de 2 constables.

28.—Du Bureau des Commissaires, au sujet du réajustement des salaires du service de l'Incinération.

29.—Du Bureau des Commissaires, pour octroyer à MM. Desmarès certains privilèges sur le parc LaFontaine.

30.—Du Bureau des Commissaires, pour accorder un crédit de \$35,000 au service de l'Aqueduc pour tuyaux de distribution.

31.—Du Bureau des Commissaires, pour régler la réclamation de M. Charles Rogers.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin O'CONNELL, il est

Résolu: Que lesdits rapports soient reçus et adoptés.

32.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet d'adjuger un contrat pour chaussures à M. L. Julien.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin DUBEAU, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

(M. l'échevin Lamoureux dissident).

33.—Du Bureau des Commissaires, pour régler la poursuite de M. Joseph Daoust pour \$300.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin LETOURNEAU, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

34.—Du Bureau des Commissaires, répondant à certaines questions posées par les membres du Conseil.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin DUBEAU, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et déposé sur le bureau afin de permettre aux membres du Conseil de l'étudier.

35.—Du Bureau des Commissaires, au sujet de l'exécution de certains travaux par la "C. P. Ry. Co."

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin BRODEUR, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

36.—Du Bureau des Commissaires, pour voter un montant de \$5,000 à l'Institut Technique de Montréal

Délibération remise à la demande de M. l'échevin Turcot.

37.—Du Bureau des Commissaires, pour permettre à la "Geo. Hall Coal Co.", d'ériger des élévateurs à charbon.

Délibération remise à la demande de M. l'échevin Tétreau.

38.—De la Commission Spéciale de Législation, recommandant l'émission d'un emprunt de £1,000,000.

39.—De la Commission Spéciale de Législation, recommandant d'amender la charte re expropriation de la "Montreal Water & Power Co."

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin O'CONNELL, il est

Résolu: Que lesdits rapports soient reçus et adoptés.

40.—De la Commission Spéciale de Législation, concernant les amendements projetés au règlement No 399.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin O'CONNELL, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et déposé sur le bu-

22.—From Board of Commissioners, to allow Mr. Joseph Ricard to sell cord-wood.

23.—From Board of Commissioners, to grant an appropriation of \$575 to the Water Department to demolish a coal shed.

On motion of Ald L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. GARCEAU, it was

Resolved: That said reports be received and adopted.

24.—From Board of Commissioners, to allow Mr. Israel Crevier to erect a stable on Clark street.

On motion of Ald L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. TURCOT, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

25.—From Board of Commissioners, concerning the removal of poles on the aqueduct by the M. L. H. & P. Co.

26.—From Board of Commissioners, to ratify certain promotions in the Police Department.

27.—From Board of Commissioners, approving of the dismissal of two constables.

28.—From Board of Commissioners, concerning the readjustment of the salaries of the Incineration Department.

29.—From Board of Commissioners, to grant to Mr. M. Desmares a certain privilege on LaFontaine Park.

30.—From Board of Commissioners, to grant an appropriation of \$35,000 to the Water Department for water services.

31.—From Board of Commissioners, to settle the claim of Mr. Charles Rogers.

On motion of Ald L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. O'CONNELL, it was

Resolved: That said reports be received and adopted.

32.—From Board of Commissioners, to award contract for boots to Mr. L. Julien.

On motion of Ald L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. DUBEAU, it was

Resolved: That said report be received and adopted. (Ald. Lamoureux dissenting.)

33.—From Board of Commissioners, to settle the action of Mr. Joseph Daoust for \$300.

On motion of Ald L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. LETOURNEAU, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

34.—From Board of Commissioners, replying to certain questions put by members of the City Council.

On motion of Ald L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. DUBEAU, it was

Resolved: That said report be received and laid on the table in order to allow the members of the Council to consider the same.

35.—From Board of Commissioners, concerning the execution of certain works by the C. P. Ry. Co.

On motion of Ald L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. BRODEUR, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

36.—From Board of Commissioners, to vote a sum of \$5,000 to the Montreal Technical Institute.

Consideration deferred at the request of Ald. Turcot.

37.—From Board of Commissioners, to allow the Geo. Hall Coal Co. to erect coal pockets.

Consideration deferred at the request of Ald. Tétreau.

38.—From Special Committee on Legislation, recommending the issuing of a loan of £1,000,000.

39.—From Special Committee on Legislation, recommending to amend the Charter re expropriation of the Montreal Water & Power Co.

On motion of Ald L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. O'CONNELL, it was

Resolved: That said reports be received and adopted.

40.—From Special Committee on Legislation, concerning proposed amendments to by-law No. 399.

On motion of Ald L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. O'CONNELL, it was

reau pour être pris en considération en même temps que le 7ème ordre du jour.

41.—De la Commission Spéciale de Législation, pour faire adopter une disposition législative *re* franchises accordées à certaines compagnies.

42.—De la Commission Spéciale de Législation, pour la nomination du Bureau d'Hygiène.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin O'CONNELL, il est

Résolu: Que la règle 102a des Règles du Conseil soit suspendue afin de permettre la présentation desdits rapports qui n'ont pu être déposés chez le greffier de la Ville avant 10 heures a.m., et qu'ils soient reçus et adoptés.

43.—De la Commission Spéciale de Législation, à l'effet de faire décréter que le jour des élections générales municipales sera un jour de fête légale.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin CLEMENT, il est

Résolu: Que la règle 102a des Règles du Conseil soit suspendue afin de permettre la présentation dudit rapport qui n'a pu être déposé chez le greffier de la Ville avant 10 heures a.m., et que ledit rapport soit reçu et adopté.

44.—De la Commission Spéciale de Législation, concernant l'expropriation des rues Guy et de la Montagne.

M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin O'CONNELL,

Propose: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

Le Conseil se partage sur cette proposition:

Pour: L.-A. Lapointe, N. Lapointe, O'Connell, Ward, Carter, Lamoureux, Prud'homme, Resther, Dandurand, Boyd, Gauvin, Garceau, Monahan—13.

Contre: Leclaire, Roux, Dubeau, Tétreau, Clément, Létourneau, Mayrand, Turcôt—8.

Ladite proposition est ainsi adoptée, et il est

Résolu: En conséquence.

45.—De la Commission Spéciale d'Annexion, à l'effet de nommer M. l'échevin Boyd délégué à Québec.

Sur proposition de M. l'échevin MAYRAND, appuyé par M. l'échevin TETREAU, il est

Résolu: Que la règle 102a des Règles du Conseil soit suspendue afin de permettre la présentation dudit rapport qui n'a pu être déposé chez le greffier de la Ville avant 10 heures a.m., ce jour, et que ledit rapport soit reçu et adopté.

46.—De la Commission Spéciale *re* Fonds de Retraite pour les employés municipaux, demandant un crédit de \$500.

Renvoyé au Bureau des Commissaires.

ORDRE DU JOUR.

47.—Etant lu l'ordre du jour pour prendre en considération un rapport du Bureau des Commissaires à l'effet de permettre à M. Maxime Lesage d'installer une chaudière à vapeur,

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin TURCOT, il est

Résolu: Que ledit rapport soit adopté.

48.—Etant lu l'ordre du jour pour prendre en considération un rapport du Bureau des Commissaires, à l'effet d'octroyer un privilège à la Compagnie de téléphone Bell,

M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin O'CONNELL,

Propose: Que le rapport maintenant devant le Conseil soit amendé en en retranchant tous les mots après les mots "Compagnie Bell Telephone", dans la 4me ligne des conclusions dudit rapport, et en les remplaçant par les suivants:

"aux conditions énumérées dans le rapport ci-joint de "M. John-R. Barlow, inspecteur de la Cité, portant la date "du 17 mars 1910, et pourvu aussi que lesdits conduits "soient établis aux endroits indiqués sur des plans qui seront dressés par l'inspecteur de la Cité;

"au cas où il s'élèverait quelques difficultés entre la "Cité et ladite compagnie quant à l'exécution des termes "et conditions du présent rapport, la question en litige "sera soumise à la Commission des Chemins de Fer du "Canada, et la décision de ladite Commission sera finale "et liera les deux parties.

"Un contrat notarié devra être préparé et signé par la-

Resolved: That said report be received and laid on the table to be considered with the 7th order of the day.

41.—From Special Committee on Legislation, for an actment *re* franchises granted to certain companies.

42.—From Special Committee on Legislation, to appoint the Board of Health.

On motion of Ald L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. O'CONNELL, it was

Resolved: That Rule 102a of the Rules of Council be suspended in order to allow the presentation of said reports which could not be deposited with the City Clerk before 10 a.m., this day, and that said reports be received and adopted.

43.—From Special Committee on Legislation, for an actment to provide for a legal holiday on the day of the general civic elections.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. CLEMENT, it was

Resolved: That rule 102a of the Rules of Council be suspended in order to allow the presentation of said report which could not be deposited with the City Clerk before 10 a.m., this day, and that said report be received and adopted.

44.—From Special Committee on Legislation, concerning the expropriation of Guy and Mountain streets.

Ald L. A. LAPOINTE moved, seconded by Ald. O'CONNELL,

"That said report be received and adopted."

The Council divided thereon:

Yeas: L. A. Lapointe, N. Lapointe, O'Connell, Ward, Carter, Lamoureux, Prud'homme, Resther, Dandurand, Boyd, Gauvin, Garceau, Monahan—13.

Nays: Leclaire, Roux, Dubeau, Tétreau, Clément, Létourneau, Mayrand, Turcôt—8.

So it was carried and

Resolved: Accordingly.

45.—From Special Committee on Annexation, to appoint Ald. Boyd a delegate to Quebec.

On motion of Ald. MAYRAND, seconded by Ald. TETREAU, it was

Resolved: That Rule 102a of the Rules of Council be suspended in order to allow the presentation of said report which could not be deposited with the City Clerk before 10 a.m., this day, and that said report be received and adopted.

46.—From Special Committee, *re* civic pension fund, for an appropriation of \$500.

Referred to the Board of Commissioners.

ORDER OF THE DAY.

47.—The order of the day being read to consider a report from the Board of Commissioners to allow Mr. Maxime Lesage to erect a steam boiler,

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. TURCOT, it was

Resolved: That said report be adopted.

48.—The order of the day being read to consider a report from the Board of Commissioners to grant a certain privilege to the Bell Telephone Co.,

Ald. L. A. LAPOINTE moved, seconded by Ald. O'CONNELL,

That the report now before the Council be amended by striking out all the words after the words "Bell Telephone Co.", in the 4th line of the conclusions of said report and substituting therefore the following words:

"Upon the conditions set forth in the report of Mr. J. R. "Barlow, City surveyor, under date of 17th March 1910, "hereunto annexed, and provided, also, that the said conduits be laid at the places indicated on plans to be prepared by the City surveyor;

"In the event of any difference arising between the City "and the said Company, as to the carrying out of the terms "and conditions of this report, the same shall be submitted "to the Board of Railway Commissioners of Canada, and the "decision of the said Board shall be final and shall bind "both parties;

"A notarial contract shall be prepared and signed by the

"dite Compagnie et par Son Honneur le Maire et le greffier de la Cité, au nom de la Cité.

"Le coût dudit acte et d'une copie pour la Cité sera payé par ladite Compagnie."

Et que, ainsi amendé, ledit rapport soit adopté.

Et un débat s'engageant, à la demande de M. F. L. Wanklyn, Commissaire, ledit rapport est

Renvoyé au Bureau des Commissaires.

49.—Etant lu l'ordre du jour pour prendre en considération un rapport du Bureau des Commissaires *re* personnel du département des Parcs.

M. l'échevin CLEMENT, appuyé par M. l'échevin DUBEAU,

Propose: Que le rapport du Bureau des Commissaires soit amendé de manière à ce que M. Emile Bernadet, actuellement assistant-surintendant du Parc LaFontaine et des Squares, soit promu à la position de surintendant dudit Parc et des Squares, au salaire de \$1,200 pour cette année, avec logement sur le parc LaFontaine, chauffage et éclairage.

Que M. John Henderson soit maintenu dans sa position de surintendant du Parc Mont-Royal, au salaire qui lui a été voté pour cette année, savoir \$1,550, avec logement sur le parc Mont-Royal, chauffage et éclairage.

Que la question de la nomination du surintendant général des Parcs et Squares et d'un surintendant de l'île Sainte-Hélène soit renvoyée au Bureau des Commissaires pour plus ample étude

Et que, ainsi amendé, ledit rapport du Bureau des Commissaires soit adopté.

Et un débat s'engageant,

Son Honneur le Maire décide que ladite proposition est hors d'ordre, alléguant que le salaire de M. E. Bernadet est augmenté par le fait même, ce qui constitue une infraction à l'article 21, section "L" paragraphe 2 de la loi 9 Edouard VII, chap. 82, et qu'il est en conséquence nécessaire de soumettre ce projet d'amendement au Bureau des Commissaires pour qu'il l'approuve,

Et un nouveau débat s'engageant, M. l'échevin TETREAU, appuyé par M. l'échevin TURCOT,

Propose: Qu'il en soit appelé de la décision du Maire.

Ladite proposition étant mise aux voix, le Conseil se partage:

Pour: L. A. Lapointe, N. Lapointe, Leclair, O'Connell, Carter, Lamoureux, Prud'homme, Resther, Dandurand, Boyd, Gauvin, Roux, Dubeau, Garceau, Tétreau, Clément, Létourneau, Mayrand, Turcot—19.

Contre: Ward, Monahan—2.

Ladite proposition est ainsi adoptée, et il est

Résolu: En conséquence.

Et ladite décision du Président de l'assemblée est renversée,

Et un nouveau débat s'engageant,

M. l'échevin CLEMENT, appuyé par M. l'échevin DUBEAU,

Propose: Que le rapport du Bureau des Commissaires soit amendé de manière à ce que M. Emile Bernadet, actuellement assistant-surintendant du Parc LaFontaine et des Squares, soit promu à la position de surintendant dudit Parc et des Squares, au salaire de \$1,200 pour cette année, avec logement sur le parc LaFontaine, chauffage et éclairage.

Que M. John Henderson soit maintenu dans sa position de surintendant du Parc Mont-Royal au salaire qui lui a été voté pour cette année, savoir \$1,550, avec logement sur le parc Mont-Royal, chauffage et éclairage.

Que la question de la nomination du surintendant général des Parcs et Squares et d'un surintendant de l'île Sainte-Hélène soit renvoyée au Bureau des Commissaires pour plus ample étude.

Et que, ainsi amendé, ledit rapport du Bureau des Commissaires soit adopté, sujette à l'approbation du Département en Loi.

Ladite proposition étant mise aux voix, elle est adoptée, et il est

Résolu: En conséquence.

Sur proposition de M. l'échevin CARTER, appuyé par M. l'échevin DANDURAND, il est

Résolu: Que les membres de ce Conseil ont appris avec

"said Company and by His Worship the Mayor and the City clerk on behalf of the City.

"The cost of said deed and of a copy for the City shall be paid by the said Company."

And that, so amended, said report be adopted.

And a debate arising, at the request of Mr. F. L. Wanklyn, Commissioner, said report was

Referred back to the Board of Commissioners.

49.—The order of the day being read to consider a report from the Board of Commissioners *re* Staff of Park Department.,

Ald CLEMENT moved, seconded by Ald. DUBEAU,

That the report of the Board of Commissioners be amended so that Mr. Emile Bernadet, presently Assistant Superintendent of LaFontaine Park and of the Squares, be promoted to the position of Superintendent of said Park and Squares, his salary to be \$1,200 for the current year, dwelling on LaFontaine Park, heating and lighting.

That Mr. John Henderson be maintained in his position of Superintendent of Mount-Royal Park, at the salary voted to him for the current year, viz: \$1,550 with dwelling on Mount Royal Park, heating and lighting.

That the question of appointing a general Park Superintendent and a Superintendent of St. Helen's Island be referred back to the Board of Commissioners for further consideration,

And that, so amended, said report of the Board of Commissioners be adopted.

And a debate arising,

His Worship the Mayor ruled that said motion was out of order, contending that the salary of Mr. E. Bernadet was increased thereby, this being a violation of Art. 21, sect. "L", paragraph 2 of the law 9 Edward VII, chap. 82, and that it was therefore necessary to send said proposed amendment to the Board of Commissioners for their approval.

And a further debate arising,

Ald. TETREAU moved, seconded by Ald. TURCOT,

That the decision of the Mayor be appealed from

Said motion being put, the Council divided:

Yeas: L. A. Lapointe, N. Lapointe, Leclair, O'Connell, Carter, Lamoureux, Prud'homme, Resther, Dandurand, Boyd, Gauvin, Roux, Dubeau, Garceau, Tétreau, Clément, Létourneau, Mayrand, Turcot—19.

Nays: Ward, Monahan—2.

So it was carried and

Resolved: Accordingly.

And the said decision of the Chair was therefore reversed.

And a further debate arising,

Ald CLEMENT moved, seconded by Ald. DUBEAU,

That the report of the Board of Commissioners be amended so that Mr. Emile Bernadet, presently Assistant Superintendent of LaFontaine Park and of the Squares, be promoted to the position of Superintendent of said Park and Squares, his salary to be \$1,200 for the current year, dwelling on LaFontaine Park, heating and lighting.

That Mr. John Henderson be maintained in his position of Superintendent of Mount-Royal Park at the salary voted to him for the current year, viz: \$1,550 with dwelling on Mount Royal Park, heating and lighting.

That the question of appointing a general Park Superintendent and a Superintendent of St. Helen's Island be referred back to the Board of Commissioners for further consideration,

And that, so amended, said report of the Board of Commissioners be adopted, subject to the approval of the Law Department.

Said motion being put, it was carried and

Resolved: Accordingly.

On motion of Ald. Carter, seconded by Ald. DANDURAND, it was

Resolved: That the members of this Council have learned with deep regret of the demise of Lieutenant-Colonel

un vif regret la mort du Lieutenant-Colonel A.-A. Stevenson qui, pendant plusieurs années, représenta le quartier Ouest au Conseil Municipal de Montréal, et qu'ils offrent à la famille du défunt leurs sincères sympathies dans le cruel malheur qui l'a frappée;

Que, en témoignage de respect pour la mémoire du défunt, le Conseil s'ajourne.

Et le Conseil s'ajourne.

RENE BAUSET,
Asst.-Greffier de la Cité.

L.-O. DAVID,
Greffier de la Cité.

A. A. Stevenson who, for several years, represented the West ward in the City Council, and they beg to extend to the family of the deceased their sincere sympathy in their sad bereavement;

That, as a mark of respect for the memory of the deceased, the Council do now adjourn.

The Council adjourned accordingly.

RENE BAUSET,
Asst. City Clerk.

L. O. DAVID,
City Clerk.



AVIS

Obligations du fonds consolidé de la
Cité de Montréal

Le dividende semi-annuel sur ces obligations sera payé le 2 mai.

Les livres de transfert seront fermés du 15 au 30 avril

W. ROBB,
Trésorier de la Cité.

Hôtel de Ville,
Montréal, 13 avril 1910.



NOTICE

City of Montreal Consolidated
Fund

The semi-annual dividend on this Stock will be paid on the 2nd May.

Transfer books will be closed from the 15th to the 30th April.

W. ROBB,
City Treasurer.

City Hall,
Montreal, 13th April 1910.

MUTATIONS DE PROPRIÉTÉS—TRANSFERS OF PROPERTIES

HOCHELAGA & JACQUES-CARTIER

Quartier Ward.	No. d'enregistrement Registration Number.	Date de l'enregistre- ment Date of registration.	Date du contrat Date of deed.	Vendeur Vendor.	Acquéreur Purchaser.	No. du cadastre Cadastral number.	Etendue—Area.	Rue Street.	Genre— Descript.	Prix Price.
St. Denis	170177	4 avril 1910	24 mars 1910	Mrs. Thos. Bond	Eug. Peau	488-147-B	2000	3319 St. André	B	\$ 600 00
De Lorimier	170182	4 " "	31 " "	A. Lionais & al.	A. D. Morrow	152-76	2500	De Lorimier	L	925 00
Laurier	170184	4 " "	2 avril " "	Estate S. C. Bagg	J. Bte Legaud	11-1333	2615	Clark	L	225 00
St. Denis	170185	4 " "	27 mars " "	Jean-Bte. Legault	P. Ratman			1416 Clark	B	1425 00
De Lorimier	170193	4 " "	22 " "	Jos. Ouellette	Z. Gravel	Pt 8-462	2500	Huntly	L	375 00
St. Henri	170195	4 " "	22 " "	J. Charbonneau	F. X. Gravel	7-232	2750	1597 Labelle	B	400 00
Laurier	170201	4 " "	1 avril " "	M. Guindon	T. Belhumeur	9-144-2	1300	Messier	L	330 00
Mont-Royal	170215	5 " "	4 " "	Estate E. Mackay	E. Giasson	Pt 1508, 1486-B-1	3537-6	St. Philippe	L	1225 00
Laurier	170217	5 " "	24 fév. " "	P. Desforges	A. F. Vincent	11-554	4700	St. Urbain	L	2350 00
Laurier	170221	5 " "	19 mars " "	H. Sykes	M. A. A. Boyer	Pt 166-14, 167-37	5200	55 et 57 Trafalgar	B	
St. Denis	170230	5 " "	1 avril " "	Tom H. Howard	Dme M. Larose	12-14-24	2762-6	Hutchison	L	966 87
St. Gabriel	170234	5 " "	4 mars " "	A. Rochette	T. Duchesneau	7-523	2175	St. André	L	400 00
Laurier	170235	5 " "	28 mars " "	Le Shérif	Delle E. M. Mendel	Ind. 162-102	1540	547 Rivard	B	1275 00
Laurier	170237	5 " "	24 " "	E. Brières	A. Bergeron	P. 2619	1944	263 & 267 Chateauguay	R	2800 00
Laurier	170238	5 " "	24 " "	J. H. Olivier	H. L. Paiement & al.	P. 11-934	2325	Esplanade	L	500 00
Laurier	170239	5 " "	24 " "	E. Paquette et al.		P. 11-931	2270		L	550 00
Laurier	170240	5 " "	29 " "	A. W. Hébert	Z. Aubertin	12-19-11	4650	Mance	L	1200 00
Laurier	170246	5 " "	31 " "	A. Leonard	A. Racine	P. 11-751	2200	Waverly	B	6200 00
De Lorimier	170247	5 " "	26 " "	V. Depatie et al.		12-16-18	5000	Mance	B	12750 00
St. Henri	170248	5 " "	4 " "	A. Bayard	F. L. Savignac	153-100	3760	1333 et 1335 Papineau	B	7500 00
St. Denis	170249	5 " "	31 " "	R. Leduc	A. Dubuc	1705-274	2250	G. E. Cartier	B	6000 00
St. Denis	170252	5 " "	4 avril " "	R. Charbonneau	P. Campeau	1721-22	2000		L	12000 00
St. Denis	170253	5 " "	4 " "	P. Campeau	D. Cusson	Pt 1721-22			L	625 00
St. Denis	170255	5 " "	5 " "	J. Fortin	Delles D. & M. Lse Laramée	330-113	1680	346 et 348 Chambord	B	2750 00
St. Jean Bte	170260	5 " "	21 mars " "	R. Tremblay	A. Devoyau	299	2800	506 & 12 Colonial	B	6000 00
Laurier	170263	6 " "	7 " "	Dme Louis Bélaïr	Dme D. B. Grenier	641-2-18	2250	Mance	L	460 00
Hochelaga	170264	6 " "	2 avril " "	J. S. Weiss	G. H. Gadbois	29-822 & 823	4800	615 & 625 Cuvillier	B	9000 00
Duvernay	170265	6 " "	5 " "	J. G. Duquette	E. Nantel	Pt 12-76, 12-77	4725	1411 & 1415 St. Hubert	B	11500 00
Laurier	170267	6 " "	1 " "	M. Desautels	J. Healy	Pt 12-14-6	2762-6	2400 et 2402 Park	B	6100 00
De Lorimier	170271	6 " "	31 mars " "	F. C. Laberge & al.	T. Tremblay	157-6	3120	Papineau	L	800 00
St. Denis	170272	6 " "	31 " "		J. P. D. Tremblay	157-5	2750	Labelle	L	288 75
St. Denis	170273	6 " "	5 avril " "	The St. Denis Land Co.	E. E. Lalonde	Pt 8-196	2175	Cowan	L	206 25
St. Denis	170274	6 " "	5 " "		Dme J. H. Parent	7-175	2175	St. André	L	184 88
St. Denis	170275	6 " "	5 " "		P. Desrosiers	7-418		2367 St. Hubert	B	600 00
St. Henri	170276	6 " "	19 mars " "	J. E. Pleau	M. Pilon		8100	53 & 61 Walker	B	1800 00
Laurier	170279	6 " "	31 " "	M. J. F. alias L. Hamon	A. Marcell	385-89 a 92	5500	Parc	B	12000 00
Laurier	170280	6 " "	5 avril " "	P. Demers	J. P. Archambault	12-18-12-12-19-50	2294	Hutchison	B	9100 00
St. Denis	170285	6 " "	5 " "	J. St. Amand	E. Goyer	12-1-79	2625	P. Molson	L	500 00
St. Denis	170286	6 " "	29 mars " "	J. E. Molson	Dme E. Carpentier	209-238	3510	Papineau	B	6500 00
De Lorimier	170289	6 " "	1 avril " "	O. Rinfret	T. Derome	P. 339-649-650	1300	Messier	L	330 00
Duvernay	170298	6 " "	31 mars " "	J. M. Guindon	J. A. Laurent	9-141-1	1974	1237 et 1239 St. André	B	4000 00
St. Denis	170304	6 " "	1 avril " "	T. Abraham	J. Bérubé	11-333	3320	Gilford	B	9500 00
St. Denis	170306	6 " "	21 mars " "	A. Devoyau	Delle R. Tremblay	325-190, 191	5150	Fabre	L	1200 00
St. Denis	170309	6 " "	4 avril " "	La Comm. des F. de l'Inst. Chrétienne	Dme G. Bourgoin	339-370, 371	5450	St. Hubert	B	7000 00
St. Henri	170314	6 " "	31 mars " "	P. Finlayson	C. C. McPhee & al.	7-790, 791	1825	Délinelle	B	4000 00
St. Jean Bte	170315	6 " "	1 avril " "	D. Cusson	P. Loïselle	1705-231	1500	383 et 385 Laval	B	\$ & cons.
Laurier	170316	6 " "	31 mars " "	J. Lanctôt	P. Finlayson	15-922	8536	Waverly	B	5000 00
St. Denis	170323	6 " "	30 " "	J. W. Blair & al.	J. A. Prévost	11-649, 650			L	1024 32
St. Denis	170324	6 " "	30 " "	The M. In. V. F. Co.	J. W. Blair & al.	11-649, 650			L	
Laurier	170325	6 " "	1 avril " "	The Ross Realty Co., Limited	A. Mailloux	210-221, 222	4193	Rossland	L	500 00
Laurier	170326	6 " "	2 " "	A. Wand	G. N. Roberts	11-744	2200	2196 et 2198 Waverly	B	5650 00
Hochelaga	170327	7 " "	31 mars " "	C. Deguise & al.	J. W. Gingras	50-65-3, 50-130-1 à 4, 50-129-2	4240	Ontario et St Germain	L	3817 69
St. Marie	170341	7 " "	29 " "	The R. L. & Imp. Co.	Dme J. Kirton	172-1644	1950	2me Avenue	L	200 00
De Lorimier	170347	7 " "	6 avril " "	C. Messier	Isaie Denis	2a 45	1550	1375 Chapleau	B	500 00
St. Denis	170349	7 " "	3 " "	The St. Denis Land Co.	P. Vermette	7-277	2750	Labelle	L	316 25
St. Denis	170350	7 " "	1 " "	Wm. F. Lewis	Delle O. Rinfret	339-648 & P. 649	3540	Papineau	L	1062 00
St. Denis	170355	7 " "	25 fév. " "	La Cie des T. du P. A.	Comm. d'Ec. pour la Muni. de St. Edouard	6-15 a 24	28500	Boyer	L	4750 00
Hochelaga	170360	7 " "	2 avril " "	B. Lachapelle	J. Wenner	488-237	2850	Boyer	L	500 00
St. Denis	170361	7 " "	23 mars " "	Estate H. Hogan	I. M. Brouillette	148-2339	2000	Wurtele	L	375 00
St. Denis	170362	7 " "	4 avril " "	Wm. G. Ross	F. Renaud	211-192	1100	Shaw	L	80 00
St. Gabriel	170365	7 " "	30 juil. 1909	Les S. de la C. de Notre Dame	The Trustees of the Parsonage of the Centenary Congre- gation of Methodist Church	3167-210, 211	4675	Fortune	L	1638 00
Hochelaga	170368	7 " "	24 mars 1910	S. H. Guilbault	R. M. Ballantyne	23-222, 223	5280	Forsyth	L	Extrait
Hochelaga	170369	7 " "	24 " "	F. H. Cummings		80-169	7200	Moreau	L	
Hochelaga	170370	7 " "	24 " "	Dme J. Bte Pruneau & al.		80-58	4800		L	
Laurier	170374	7 " "	29 " "	Dme Wm. Agnerr	J. Tardy	29-501	2750	Forsyth	L	688 43
Laurier	170380	8 " "	18 " "	E. Girard	S. D. Vallières	Pt 11-515	2500	St. Urbain	L	2150 00
Laurier	170385	8 " "	1 avril " "	O. Gratton	G. Demeule	11-524	4700		L	800 00
De Lorimier	170393	8 " "	9 mars " "	C. Messier	J. K. Blackshaw	11-23	3705	Parthenais	L	800 00
St. Jean Bte	170395	8 " "	6 avril " "	J. J. Martin	E. Levesque	20-6	1242	1523 Cadieux	B	2900 00
Duvernay	170396	8 " "	7 " "	Dme Geo. Rabinovitch		Pt 11-18	1974	550 et 552 Mentana	B	2500 00
St. Denis	170398	8 " "	6 " "	L. Villani et al.	Théo. Larose Jr. & al.	5-406	2850	Boyer	B	3800 00
Laurier	170402	8 " "	31 mars " "	W. Duquette	A. Bibeau	Pt 12-18-17, 12-19-55	2750	Park	L	750 00
Laurier	170404	8 " "	31 " "		P. Cusson	Pt 11-687	2500	St. Urbain	L	500 00
St. Denis	170414	8 " "	5 avril " "	A. Gauthier	A. Beaulieu	328-467	2375	236 Boyer	B	1035 00

MUTATIONS DE PROPRIÉTÉS. *Suite.* — TRANSFERS OF PROPERTIES. *Cont.*

HOCHELAGA ET JACQUES-CARTIER. — (*Suite—Continued.*)

Quartier Ward.	No. d'enregistrement Registration Number.	Date de l'enregistre- ment Date of registration.	Date du contrat Date of deed.	Vendeur Vendor.	Acquéreur Purchaser.	No. du cadastre Cadastral number.	Etendue—Area.	Rue Street.	Genre— a— Descript.	Prix Price.
St. Denis...	170417	8 avril 1910	25 mars 1910	E. Desjardins	H. Beauparlant	Pt 8-748	2547	Labelle	L	\$ 475 00
"	170433	8 " "	6 avril "	Dme L. Vaillancourt	V. Harnois	Pt 8-576	2500	Huntly	L	500 00
Laurier...	170438	8 " "	7 " "	S. D. Vallières	L. Gladu	P. 12-1-31	"	Hutchison	B	6060 00
De Lorimier & Papineau	170444	9 " "	3 sep. 1905	Jos. Brunet	O. Magnan	153-330 & 1225-1	"	"	"	"
"	170445	9 " "	7 fév. 1910	A. Magnan	A. Viens	"	1225-58	Gain et Cartier	B	592 00
Laurier...	170450	9 " "	8 avril "	Estate S. C. Bagg	Dme L. Martin	11-1514	2000	Stanley	L	1400 00
Delorimier	170451	9 " "	7 " "	F. C. Laberge & al	A. Pelletier	153-245, 246	3504	Chabot	L	750 00
Hochelaga	170462	9 " "	20 mars "	Dme F. Venne	R. Potugais	31-14	2250	St. Catherine	B	6500 00
St. Denis...	170463	9 " "	29 déc. 1909	The M.C.P.L. Co., Ltd	L. Neveu	2643-23	1750	Berri	L	121 50
Laurier...	170468	9 " "	6 avril 1910	G. Dumont	Art. Brossard	P. 12-8-15	2762	Park	L	8300 00
"	170472	9 " "	7 " "	L'Hon. L. Beaubien	Chs P. Beaubien	10-274, 274a	4056	Casgrain	B	1600 00
"	170473	9 " "	5 " "	Jos. Eusanio	S. Chalifoux	P. 11-1103	2200	Clark	B	2000 00
"	170475	9 " "	8 " "	E. Dagenais	Dme E. Simon	11-1588	1920	"	L	900 00
"	170476	9 " "	8 " "	Est. S. C. Bagg	E. Dagenais	"	"	"	L	150 00
Hochelaga	170478	9 " "	5 " "	F. Deau	F. G. Deneault	P. 80-172	3225	Forsyth	B	645 00
Laurier...	170479	9 " "	8 " "	P. Dubois	H. Prairie	P. 12-8-32	2762-6	Hutchison	B	6200 00
St. Henri	170482	9 " "	9 " "	S. Sénécal	R. Prefontaine & al	1674, 15a a 16a	546	49 a 59 Cazalais	B	12000 00
Laurier...	170484	9 " "	7 " "	Wm Plouffe	P. Brisson	10-1058	3150	St. Dominique	L	350 00
"	170490	9 " "	5 " "	L. P. Bernier et al	José Granda Limited	57	2640	St. Laurent	L	2850 00
"	170494	9 " "	9 " "	F. Rosetti	H. Brouillet	P. 11-1173	2100	2946 a 2950	B	6500 00
Duvernay...	170496	9 " "	2 " "	Alex. Desmarteau	H. Corheil	6-139	1680	St. Laurent	B	900 00
Hochelaga	170498	9 " "	11 mars "	E. Lafortune	A. Bourque	P. 50-68 a 70	1080	Chambord	L	900 00
St. Denis...	170499	9 " "	5 avril "	A. Beaulieu	H. Dufort	P. 328-467	1627	Boyer	B	5600 00
Laurier...	170500	9 " "	8 " "	J. C. Lamothe	"	"	1627	"	B	"
Hochelaga	170502	9 " "	26 mars "	The Montreal Gas Co.	Jos. St. Jean	159-74	1804	1823a a 1825a Park Avenue Elm	B	10900 00 342 76

MONTREAL-EST

MONTREAL-EAST.

St. Louis...	77838	4 avril 1910	1 avril 1910	J. D. Desparois	M. Patapsky	P. 776	570	64-66 rue Hypolite	B	\$ 2225 00
Papineau...	77842	4 " "	1 " "	P. Richard	F. X. Massicotte	465	4872	1055 a 1059	B	4000 00
St. Laurent...	77846	4 " "	24 mar. 1910	Miss V. Kerry	Mrs. J. Marshall	Pt 46	1800	Dorchester	B	5750 00
do	77849	5 " "	21 mar. 1910	J. F. Chambers	A. E. Whitehouse	760	2911	216 Hutchison	B	6000 00
Papineau...	77850	5 " "	4 avril 1910	Chs. Blanchard	Théo. Trudeau	295	6350	70 a 76 St. George 151 et 153 Visitation	B	9500 00
St. Jacques...	77854	5 " "	4 " "	Dame Chs. Giroux	N. Geo. Valiquette	Pt. 784	3725	303 a 309 St. Timothée	B	6500 00
LaFontaine...	77855	5 " "	4 " "	O. Deguise	J. R. Daoust	1207-112 & 113	4512	771 a 777 St. André	B	3500 00
St. Louis...	77857	5 " "	4 " "	Isaac Kovit & al	Mlle R. Schwartz & al	Pt. 971-11	1725	220 Colonial 33 a 37 Pine	B	5500 00
Papineau...	77858	5 " "	1 " "	J. L. Frigon	Dame C. A. Massé	Pt. 1141	7222	507 a 511 Chemin Papineau	B	9500 00
do	77859	6 " "	19 nov. 1910	Wm. Roberts	AO T. Patenaude	503-4, 5, 6, 7, 8, 9	15785	LaFontaine	B	3490 00
St. Louis...	77863	6 " "	31 " "	L. Filiatrault	R. T. Beaudoin	908-178	1440	525 a 527 Sanguinet	B	2500 00
Papineau...	77864	6 " "	5 avril 1910	M. Langlois	Chs. St-Amand	Pt. 508	1840	1058 a 1060 Ontario	B	4000 00
do	77867	7 " "	21 mar. 1910	J. C. Lamothe	D. Raymond	581	3344	530 a 534 Dorion	L	8900 00
St. Jacques...	77873	7 " "	10 " "	Rév. C.M. Lesage & al	L'Alliance Nationale	Pt. 219	5198	Berri 119 a 111 St. Laurent 21 Napoléon	B	8355 74 18000 00
St. Louis...	77875	7 " "	15 " "	J. A. Vaillancourt	I. Lande & al	1057-1	8707	1058 et 1060 Ontario	B	1200 00
Papineau...	77878	7 " "	6 avril 1910	C. St-Amand	Dame A. Jetté	Pt. 568	1840	Gain	L	1400 00
Papineau...	77881	7 " "	3 sept. 1903	J. Brunet	O. Magnan	1225-58-153-330-1225-1	3700	Gain	L	1400 00
De Lorimier	77882	7 " "	7 fév. 1910	O. Magnan	A. Viens	1225-58-153-330-1225-1	3700	Gain 53 a 59 Fullum	B	18500 00
do								505 a 509 St. Laurent	B	20700 00
St. Marie...	77887	7 " "	6 avril "	Z. Fineberg	Dame L. Perron	1540 & 1541, 1545 & 1542	6300	2 a 6 Ontario	B	20000 00
St. Louis...	77891	7 " "	29 mars "	U. Leclair	J. Moreau	554 P. 553	3927	419 a 435 St. André	B	8800 00
LaFontaine...	77893	8 " "	31 " "	A. Bouchard	R. Chartrand	875, 876, 877-1	11436	42 a 44 Carré	B	2810 00
St. Louis...	77895	8 " "	7 avril "	G. DeSerres	W. V. D. Gadbois	900-19	2500	St. Louis	B	150 00
do	77898	8 " "	7 " "	Le Shérif	C. Bruchési	903-288	581	1500 351 Laval	B	9150 00
do	77908	9 Fév. 1910	23 mar 1910	Dame J. Reber	François Martineau	Pt. 686	120	Plessis	L	4800 00
Papineau...	77909	9 Avril 1910	24 " "	D. Raymond	Dame E. Bélair	581	3344	Dorion	B	4800 00
do	77910	9 " "	31 " "	J. Quintin dit Dubois	Dame A. Galardo	1101-43	4294	Champlain	B	4075 00
St. Louis...	77911	9 " "	5 avril "	Dame Geo. Renaud	Thos. Dussault	399	2345	13 a 21 M. Louise	B	

MUTATIONS DE PROPRIÉTÉS. *Suite.* — TRANSFERS OF PROPERTIES. *Cont.*

MONTREAL-OUEST

MONTREAL-WEST.

Quartier Ward.	No. d'enregistrement Registration Number.	Date de l'enregist. Date of registration.	Date du Contrat Date of Deed.	Vendeur Vendor.	Acquéreur. Purchaser.	No. du Cadastre Cadastral Number.	Etendue.—Area.	Rue Street.	Genre.—a.—Descrip.	Prix. Price
St. André....	148482	4 avril 1910...	29 mar. 1910	Dme H. Foster.....	Dme W. Kavanagh...	1701-3.....	1731	698 Sherbrooke..	B	17000 00
do	148483	5 " " "	15 " " "	The Terrace Land Co'y Limited	Dme D. A. Shires....	Pt. 1755 29 1, Pt. 1755- 28-1, 1755-27-1, 1755- 28-1.....	8329 15027- 6	Ontario Ave....	L	14575 75
do	148484	5 " " "	18 " " "	do	H. Molson.....	171 Pt. 170.....	5226	do	L	26298 00
Ouest.....	148485	5 " " "	19 " " "	F. Geo. Jemmet & al..	National Securit. Ltd.	1451-7 et 8, Pt. 1451..	17318	226 à 236 St. James	B	15000 00
St. Georges..	148487	5 " " "	16 " " "	The Young Men Christians Associa- tion of Montreal	The Sun Life Assu- rance Company of Canada	Pt. 377.....	3494	441 et 443 Dorchester 5 Metcalfe.....	B	250000 00
St. Joseph...	148490	5 " " "	21 " " "	James Clarke & al...	John Hamilton.....	6.....	4800	227 à 231 St. Martin	B	4750 00
do	148493	5 " " "	24 " " "	E. Lafrenière & al...	A. Legault.....	171 et Pt, 170.....	5226	125 à 135 Workman	B	5000 00
Ouest.....	148496	6 " " "	19 " " "	National Securit. Ltd.	St. James Investment Co'y	Pt. 1726-B.....	2687	226 à 236 St. James	B	150995 00
St. André....	148500	6 " " "	10 " " "	R. Loring.....	Dme J. A. Pillon.....	1619-4.....	3125	33 MacGregor...	B	1 00
do	148502	7 " " "	1 avril "	Alex. Mackay.....	A. Jacobs.....	Pt. 1744.....	1731	804c Dorchester	B	& consid. 12500 00
do	148503	7 " " "	31 mar. "	L'Hon R. Mackay....	Dme A. Kingman....	Pt. 1755-6, 1755-7.....	5484-6	Redpath.....	L	1 00
do	148511	8 " " "	18 " " "	The Terrace Land Company Ltd	N. McLeod Yuile....	1458-5.....	2562	Ontario Ave....	B	& consid. 1 00
St. Georges..	148514	9 " " "	9 avril "	Wm de M. Marler...	M. Gales.....			481 St. Catherine	B	105000 00

a B—Bâtisse ; Building.
L—Lot ; terrain vague

P. TERRAULT,
Régistrare de la Ville.—Registrar.

Par A. SAUVÉ.

